

Table des matières

- *Visite à Berne du Secrétaire général de l'OCDE Johnston (21.1.2002)*
- *Perspectives conjoncturelles*
- *Evaluations environnementales des projets bénéficiant de garanties contre les risques à l'exportation*
- *Marchés financiers*
- *Révision des règles du GAFI suite aux événements du 11.9.2001*
- *L'OCDE et le suivi de Doha*
- *Départ en retraite du Directeur suisse Gérard Viatte*
- *Développement durable: contribution OCDE pour Johannesburg (Rio+10)*
- *Examen des politiques territoriale et régionale de la Suisse*
- *Nouveau projet horizontal important : les systèmes de santé*
- *Pratiques fiscales dommageables*
- *Programme d'éducation de l'OCDE et les priorités de la Suisse*

Le Secrétaire général de l'OCDE Donald Johnston sera en visite à Berne le 21 janvier 2002

Au centre de cette visite officielle seront évoqués les efforts du Secrétaire général visant, au début de son nouveau mandat de 5 ans, de revoir les priorités, la structure et les méthodes de travail de l'OCDE. Les questions de l'adhésion de nouveaux membres et du développement des relations avec les pays tiers sont étroitement liées à ces efforts de réforme.

Perspectives conjoncturelles et défis en matière de politique économique

A l'occasion de la session d'automne du *Comité de politique économique (EPC)*, l'OCDE a fortement revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour l'année à venir (2001/2002: +1% pour la zone OCDE; 2002: USA +0,7%; Eurozone +1,4%; Japon -1,0%). Les événements du 11.9.2001 ont nettement renforcé les tendances à la récession. Alors que les suites à court terme sont restées relativement limitées, ce sont avant tout les effets indirects à long terme qui sont préoccupants. Il est difficile de dire jusqu'à quel point et pour combien de temps la confiance des consommateurs, les investisseurs et des marchés financiers seront affectés. Le Comité recommande d'utiliser à plein toute la marge de manoeuvre pour stimuler l'économie sans pour autant tomber dans un activisme politico-économique exagéré, mettant ainsi en cause les acquis de des dernières années en matière de politique fiscale et structurelle. Voir : [Perspectives économiques de l'OCDE 70 \(Preliminary Edition\); mécanismes de transmission dans un modèle macro-économique \(document de travail de l'OCDE; document pdf\)](#)

Les pays de l'OCDE se mettent d'accord sur un examen environnemental en matière de garanties des risques à l'exportation

Le *Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation* s'est mis d'accord, le 29.11.2001, sur une procédure commune destinée à prendre en considération les aspects environnementaux dans les projets bénéficiant de garanties contre les risques à l'exportation. L'accord intervenu sera appliqué provisoirement dès le 1.1.2002. Les Etats-Unis, lesquels ne sont pas parvenus à faire passer leur proposition de solution, et la Turquie n'ont pas encore souscrit à l'accord. Voir : [Communiqué de presse du seco du 3.12.2001](#).

Marchés financiers

Lors de la session d'automne du *Comité des marchés financiers (CMF)*, les effets des attentats du 11.9.2001 ont figuré au premier plan des discussions. Sur une note positive, on a constaté que les marchés financiers ont continué à fonctionner sans problèmes après les attaques terroristes, notamment grâce à la mise à disposition généreuse de liquidités pour les marchés par les banques centrales et à la collaboration sans faille des autorités politiques. Par

contre, les effets à long terme dans le secteur des assurances pourraient s'avérer problématiques; le *Comité des assurances* va procéder à un examen approfondi de cet aspect-là. Voir : [Dernières tendances sur les marchés financiers \(highlights\)](#).

Révision des règles du GAFI suite aux événements du 11.9.2001

La réunion du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), convoquée à Washington DC les 29 et 30.10.2001 à l'initiative du G7, a *décidé d'étendre le mandat du GAFI à la lutte contre le financement du terrorisme*. Les membres ont adopté 8 nouvelles recommandations spéciales consacrées à la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi qu'un plan d'action visant à assurer la mise en oeuvre rapide de ces nouvelles normes. Enfin, les travaux concernant la révision des 40 recommandations seront accélérés s'agissant des points liés au financement du terrorisme. Voir : <http://www.fatf-gafi.org>

L'OCDE et le suivi de Doha (conférence ministérielle de l'OMC)

Les grandes orientations du programme de travail 2002-2004 du *Comité des échanges* – présidé par l'Ambassadeur Wasescha – correspondent déjà dans une large mesure aux résultats de Doha (soutien en faveur du bon fonctionnement du système commercial, de la poursuite de la libéralisation et de l'intégration des pays en développement). Voir : [OECD work on promoting trade liberalization](#).

Lors de sa réunion du 26 au 28.2.2002, le Comité effectuera avec le *Comité d'aide au développement (DAC)* une lecture commune des *résultats de Doha vus de la perspective des pays en développement*. En outre, l'OCDE poursuivra ses travaux sur les liens entre commerce et investissement, commerce et concurrence ainsi que commerce et environnement Voir : [OECD-Umweltdirektion](#).

Pour sa part, le *Comité de l'agriculture* a passé en revue, le 21.11.2001, son programme de travail pour les années 2002 à 2004 à la lumière des résultats de la réunion à haut niveau du Comité (3/4.9.2001) ainsi que des décisions prises à Doha. Les principaux volets du programme restent la réforme des politiques agricoles et la libéralisation des échanges d'une part, et les dimensions d'ordre non commercial de l'agriculture (notamment sa multifonctionnalité) d'autre part. Voir : [OECD-Landwirtschaftsdirektion](#).

Départ en retraite du Directeur suisse Gérard Viatte

Monsieur Gérard Viatte prendra sa retraite à la fin de 2001 après avoir dirigé pendant 14 ans le Département de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Pêcheries de l'OCDE. Monsieur Viatte, qui est le seul citoyen suisse à la direction de l'Organisation, a joué un rôle majeur, par son dynamisme, son entregent, ses grandes compétences intellectuelles ainsi que ses talents de diplomate et de communicateur, dans les travaux de réforme des politiques agricoles engagés par les pays de l'OCDE, travaux qui ont fortement influencé les activités du GATT puis de l'OMC. Le Professeur Stefan Tangermann de l'institut d'économie agraire de l'Université Georg-August de Göttingen lui succédera à compter du 1er février 2002.

Développement durable: prochain Sommet mondial de Johannesburg (Rio+10)

La réunion ministérielle de l'OCDE de mai 2001 a réaffirmé son engagement en faveur du développement durable. A cette fin, et afin de contribuer au succès du Sommet de Johannesburg (septembre 2002), l'OCDE a notamment engagé

- *l'élaboration d'indicateurs, couvrant les 3 dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale)*, susceptibles d'être utilisés pour mesurer les progrès des membres (notamment découplage entre croissance et atteinte à l'environnement) dans le cadre d'examen pilotes de pays membres sur le développement durable (un rapport de synthèse étant prévu pour 2004).

L'OCDE poursuit en outre ses travaux sur *l'élimination des obstacles aux réformes* (écotaxes, suppression des subventions, etc.) et sur la *dimension sociale du développement durable* (à la demande notamment de la Suisse en référence à la durabilité du financement futur des systèmes de protection sociale). Ce travail multidisciplinaire, impliquant une série de Comités et de Directions de l'OCDE, se déroulera sur la période 2001/04. Voir : [Développement durable](#).

Examen des politiques territoriale et régionale de la Suisse par l'OCDE

Pour la première fois, les politiques territoriales (aménagement du territoire et politique régionale) de la Suisse sont soumises à un examen en profondeur par l'OCDE. Les deux pays examinateurs (Allemagne, Canada) connaissent tous deux, comme la Suisse, une structure fédéraliste. L'examen a été engagé depuis fin 2000 et a impliqué des contacts fréquents entre l'OCDE et les autorités suisses, ainsi qu'une mission sur place en mai dernier au niveau fédéral, cantonal et local, en milieu urbain et rural. Les principaux offices concernés en Suisse sont l'Office fédéral du développement territorial (ODT) et le Secteur Politique régionale et développement du territoire du Seco. *Cet examen indépendant devrait apporter une importante contribution aux contours futurs de la politique territoriale et régionale suisse dans un contexte en mutation rapide où les défis sont nombreux.* Les conclusions et recommandations du rapport seront discutées à l'OCDE le **22 janvier 2002** en présence d'une importante délégation suisse. Voir : [Service du développement territorial de l'OCDE](#).

Nouveau projet de l'OCDE: les systèmes de santé

La récente Conférence d'Ottawa intitulée „*Etre à la hauteur: mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE (5-7.11.2001)*“ s'inscrit dans l'important projet horizontal lancé par l'OCDE en mai 2001. Le but est d'analyser à fond les systèmes de santé nationaux afin de permettre une meilleure utilisation des ressources disponibles et d'améliorer les performances obtenues en aidant les décideurs à formuler les politiques nationales. *Ce projet se concentrera sur les paramètres suivants: le niveau et l'origine des ressources ainsi que la régulation et l'auto-régulation des systèmes de santé, le rôle des assurances privées, des soins aux personnes âgées et des progrès technologiques.* L'Office fédéral de la santé publique participe au comité directeur du projet. Voir : [Conférence d'Ottawa](#).

Pratiques fiscales dommageables

Le Rapport d'étape 2001 sur les „pratiques fiscales dommageables“ a été publié le 14.11.2001 après avoir été bloqué en raison du différend entre Londres et Madrid sur le statut de Gibraltar. Il modifie certains paramètres du Rapport de 1998: le délai pour les engagements des paradis fiscaux est repoussé au 28.2.2002.; les engagements portent essentiellement sur la transparence et l'*échange effectif d'informations* (abandon, sur demande des Etats-Unis, du critère du „ring-fencing“, i.e. des régimes fiscaux ciblés uniquement sur les non-résidents); les mesures défensives prévues contre les paradis fiscaux non-coopératifs ne s'appliqueront pas tant qu'elles ne s'appliqueront pas aux pays OCDE dotés de régimes fiscaux préférentiels dommageables. Le *Portugal* et la *Belgique* se sont abstenus de ce Rapport, et la *Suisse* et le *Luxembourg* ont indiqué que leur abstention de 1998 restait valable.

Voir: <http://www.oecd.org/daf/ctpa>

Programme d'éducation de l'OCDE et les priorités de la Suisse y relatifs

L'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES) vient de publier le premier numéro en ligne d'*OFES Education International*. Il est consacré au programme d'éducation de l'OCDE et aux priorités de la Suisse dans la collaboration avec cette organisation. Il a pour thème central «*l'apprentissage tout au long de la vie*» et présente des solutions proposées par l'OCDE pour la mise en oeuvre de ce concept. Le deuxième numéro aura trait à la participation de la Suisse aux projets de l'OCDE. L'adresse internet est la suivante : <http://www.admin.ch/bbw/edu-int/index-fr.html>